

n° 6  
7 août 1972

# bulletin régional

## de l'Agence de Presse "Libération"

**NANTES** : l'usine UGECO va être transférée à Ste-Pazanne . . . . . p. 2

**NANTES** : Menace sur l'emploi après la fusion Béghin - Say . . . . . p. 2

**REZE** : Position du PSU sur la politique foncière de la municipalité . . . . . p. 2

**Réponse à Jean Ferrat pour sa chanson "les petits cons" par un militant ouvrier de Loire-Atlantique** . . . . . p. 3

**PONTIVY**: déclaration du CDJA du Morbihan après la répression du meeting devant la sous-préfecture . . . . . p. 3

**LANDERNEAU**: 1000 paysans chargés par les gardes mobiles devant la coopérative laitière. . . . . p. 4

**NANTES**: la presse locale censure un communiqué du CCJA de Nozay. . . . . p. 5

**NANTES**: communiqué des militants de LUTTE OUVRIERE de Loire-Atlantique à propos du blocage de leur journal. . . . . p. 6

Le personnel de l'Agence de Presse "Libération" est heureux de vous présenter ce bulletin régional qui vous apporte les nouvelles de la région nantaise et de la Loire-Atlantique. Ce bulletin est le fruit de la collaboration de militants de la région et de journalistes de l'Agence de Presse "Libération".

Le bulletin régional est publié par l'Agence de Presse "Libération", 22 rue Dussoubs, Paris 2. Le prix de ce numéro est de 50 centimes.

Abonnements individuels : 10 francs  
 Abonnements de soutien : 20 francs  
 Abonnements organismes, journaux : 15 francs

Abonnements en nombre : 6 f. par exemplaire en plus.

Agence de Presse "Libération"

Imprimé au bureau national de l'Agence de Presse "Libération",  
 Directeur de publication : Maurice Clavel. 22 rue Dussoubs Paris 2

Bureau Régional (adresse provisoire)  
 "Librairie 71", 29 rue Jean Jaurès, 44000 Nantes.

prix de ce numéro : 50 centimes.

Abonnements § individuel . . . . . 10 francs  
 § de soutien . . . . . 20 francs  
 § organismes, journaux . . . . . 15 francs

abonnements en nombre: 6 f. par exemplaire en plus.

NANTES: L'USINE UGECO VA ETRE TRANSFEREE A SAINTE-PAZANNE

L'usine UGECO, rue de Coulmiers à Nantes, va être transférée à Sainte-Pazanne, distante de 30 km. La grève de 6 semaines avait fait connaître les salaires bas et les conditions de travail infectes de cette usine.

L'Union Générale de Confection, est née de la fusion des firmes familiales : Chollet, Bérard et Willmann. Numéro un de l'habillement militaire et administratif, elle travaille surtout pour l'armée, la gendarmerie et la police, pour la SNCF et la RATP. Depuis quelques temps, elle élargit sa clientèle aux uniformes de grandes compagnies pétrolières afin de ne pas dépendre uniquement des marchés de l'état, dont les marges bénéficiaires sont plus réduites; la charge salariale dans la confection représente les trois-quarts du prix de revient, ce qui explique la recherche systématique d'une productivité maximum et les cadences en usine UGECO a 4 usines en province : Nantes (400 salariés), Legé (150) en Loire Atlantique, Paramé (Ile & Vilaine) et Bernay (Eure), soit au total environ 1200 pers.

En s'installant à Ste-Pazanne, le patronat d'UGECO entend soustraire à l'influence des syndicats un personnel féminin recruté sur place.

(Correspondant "Combat")

NANTES : MENACE SUR L'EMPLOI APRES LA FUSION BEGHIN - SAY

On apprend la fusion de 2 grands du sucre : BEGHIN et SAY, L'usine Say de Nantes est de loin le plus importante de la chaîne de production de cette entreprise avec 675 personnes. Comme L.U. pour la biscuiterie, la raffinerie Say fait partie du paysage nantais. La prise de contrôle par Béghin inquiète les organisations syndicales qui rappellent la fermeture voici quelques années de la raffinerie de Chantenay à la suite d'une absorption du même type. Les menaces qui pèsent sur les raffineries portuaires avaient déjà ému l'opinion lorsque dernièrement les sucriers d'Outre-Manche avaient tenté de prendre le contrôle du marché français.

(Correspondant "Combat")

REZE : POSITION DU P.S.U. SUR LA POLITIQUE FONCIERE DE LA MUNICIPALITE

Dans son dernier bulletin d'information, la section PSU de Rezé, et notamment le groupe "Urbanisme-Logement-Environnement" du secteur "cadre de vie" commentent largement la politique foncière de la majorité socialiste du conseil municipal: "Il semble de plus en plus évident que la municipalité de Rezé commet une erreur en développant le secteur Habitat au détriment de certains autres secteurs importants : les emplois et les loisirs. Cette politique attire de nouveaux habitants à Rezé, mais ceux-ci ont souvent leur lieu de travail en dehors de notre ville. De plus, de nombreux achats sont faits à Nantes. Ainsi, Rezé ne récupère pas tout le profit du travail et du commerce, mais il lui revient ce qui incombe généralement aux villes-dortoirs : construction d'écoles, équipements sportifs et sociaux.. Ces charges pèsent lourdement sur les épaules des travailleurs rezéens. Pour ne pas les accentuer, la municipalité en votant son budget s'en tient toujours aux secteurs prioritaires du moment et néglige ce qui pourrait améliorer notre environnement".

Le PSU définit ainsi sa politique: "un juste équilibre entre la construction de logements, le développement industriel et l'aménagement de l'espace".

Il déclare en conclusion: "GUERRE AUX PROMOTEURS IMMOBILIERS" en estimant qu'avec la politique suivie par l'entrepreneur de travaux publics PLANCHER, maire socialiste de la ville, "les promoteurs auront encore la vie belle à Rezé".

REPONSE A JEAN FERRAT POUR SA CHANSON "LES PETITS CONS"

Un militant ouvrier de Loire-Atlantique, ancien ouvrier agricole et fils d'ouvrier agricole, ancien du P.C.F. a composé cette réponse à la chanson de Jean Ferrat, "les petits cons" (sur la même musique)

- 1 -

On parle de toi sans cesse qui, nous dit on,  
es communiste exemplaire de grand renom  
On te voit partout à la presse et télévision  
et nos bourgeois hideux t'accordent leurs millions  
et nos bourgeois hideux t'accordent leurs millions

- 2 -

Tu les prends et tu t'engraisses, c'est bien bon  
de faire un brillant communiste comme Aragon,  
Pablo et autres crevures tout de bon  
prélèvent leur nourriture au clos des moutons (bis)

- 3 -

Nous aussi au Parti autrefois nous étions  
mais nous avons compris et vu leurs trahisons  
et tous ceux que l'on berne bientôt comprendront  
que vos pâles dirigeants ne sont que des larrons (bis)

- 4 -

Je n'ai connu sur la terre que l'exploitation  
fils de prolétaires nous sommes et resterons  
et nos enfants un jour te voyant un jour te diront  
faàs voir un peu tes mains où sont les durillons (bis)

- 5 -

Quand la tempête le jour de la révolution  
je ne suis pas prophète mais t'apprendrons  
qu'il est autre langage bien plus bon  
qui te fera sans doute modifier ton jargon (bis)

- 6 -

Tu nous dis qu'il y a place dans les usines  
mais toi tu n'y vas pas car cela te chagrine  
et les "fils de bourgeois" que tu veux insulter  
te prouveront un jour que eux y sont allés (bis)

APL ... juillet: Pontivy après la répression du meeting  
devant la sous-préfecture le CDJA du Morbihan déclare:

Samedi 22 juillet en soirée, à l'initiative de la  
FDSEA du Morbihan avec la participation du CDJA et du MODEF,  
2000 agriculteurs de la région de Pontivy ont tenu un meeting  
à Malguenac (56);

"Il s'agissait de faire le point des actions des dernières  
semaines et d'envisager les ripostes aux provocations des  
laiteries qui ont conclues accords signés devant les produc-  
teurs: Le litre de lait devait être payé 59 ou 60 Cts, les  
laiteries ont donné 56 ou 57 Cts. Etant donné la collusion  
des laiteries et des pouvoirs publics, les agriculteurs déci-  
dèrent une manifestation d'avertissement devant la sous-  
préfecture de Pontivy.

Un millier d'agriculteurs se massèrent devant les grilles  
de la sous-préfecture. Ils pénétrèrent également dans les

jardins de celle-ci, sans commettre de déprédations. Alors que les manifestants étaient calmes et quittaient la sous-préfecture, la brigade de gendarmerie locale intervenait avec une violence inouïe. Une charge sans sommation fut lancée avec jet de grenades offensives et non lacrymogènes comme le relata la presse locale du 24 juillet et le Monde du 25 juillet. Les impacts sur le macadam, l'état de certaines voitures témoignent de la nature des engins explosifs utilisés par la brigade. On compte également une quinzaine de blessés dont deux hospitalisés. Une des personnes blessées a eu le nerf sciatique gravement atteint à la hauteur du genou par un éclat. Il s'agit d'un agriculteur de Noyal-Pontivy qui resterait handicapé à vie sans marcher. Il est père de quatre enfants.

Ces faits suffisent à prouver avec quelle violence la brigade de Pontivy est intervenue. Les manifestants n'ont pas été sans remarquer la présence parmi les forces de l'ordre d'appelés du contingent effectuant leur service national dans la Gendarmerie. Sans commentaire."

APL 27 juillet: Landerneau: 1000 paysans chargés par les gardes mobiles devant la coopérative laitière.

Le mercredi 26 juillet vers 22 heures, environ 1000 adhérents de la Coopérative de Landerneau étaient rassemblés devant les bâtiments administratifs de la coopérative. De nombreux agriculteurs voulaient entrer à l'intérieur, mais la présence dans les bureaux d'une grande quantité de gardes mobiles appelés dans l'après-midi par la Direction les en a empêchés. Des syndicalistes du département du Finistère ont rappelé aux participants ce qui les amenait à manifester devant la coopérative:

- violation des accords signés et écrits.
- demande d'explication aux membres du Conseil d'Administration qui ont décidé la baisse du prix du lait et qui étaient convoqués devant les paysans (les administrateurs ne sont pas venus, disant que de toute façon il n'est pas possible de revenir sur le prix du lait qui a été fixé récemment.)

Ils ont rappelé que la grève paysanne qui a touché les entreprises laitières est une nouvelle conception de la lutte et que maintenant les paysans demandent un salaire qui soit une rémunération de leur travail:

"Jusqu'à maintenant, les paysans se contentaient de ce qu'on leur donnait: des restes, le moins possible; aujourd'hui nous voulons un salaire, la rémunération du travail avant celle des capitaux."

Après les interventions, alors que les paysans discutaient des nouveaux moyens d'action à mettre en oeuvre, les nombreux gardes mobiles qui étaient dans les étages sont descendus pour disperser le rassemblement. Accueillis aux cris de "Petits cons! On a tenu ça ayant vous! Trop payés! Bande d'assassins!", ils ont tiré dans la foule des grenades lacrymogènes à tir tendu. Une partie de ces grenades a été tirée à travers les portes vitrées qui ont volé en éclats. Les agriculteurs étaient tous témoins des dégâts causés par les forces de l'ordre et n'ont pas l'intention de laisser dire par les directeurs et la presse que ce sont eux qui ont fait les dégâts.

Vers une heure du matin, un rassemblement a eu lieu hors de portée des fusils et il a été décidé par vote:

-les nouveaux moyens d'action contre les entreprises qui seront mis en oeuvre par chaque canton (c'est donc la base qui a l'initiative)

-un collage massif d'affiches montrant ce qui s'est passé à Landerneau.

-un rassemblement massif d'agriculteurs devant les locaux de la coopérative lors de la prochaine réunion du CA puisque ce dernier ne s'est pas présenté à la convocation des paysans.

Il est à noter que dans la journée de mercredi, de très nombreuses entreprises laitières du Finistère ont été investies par les forces de l'ordre.

APL Nantes: la presse locale censure un communiqué du CCJA de Nozay:

L'APL reproduit ci-dessous un article paru dans "Vent d'Ouest" n° 30.

Suite à un problème foncier posé dans le canton de Nozay en Loire-Atlantique, le centre cantonal des jeunes agriculteurs du secteur a remis à la presse un communiqué qui a été littéralement "sabré" par celle-ci. Tous les passages qui ont été censurés sont soulignés ci-dessous.

A propos de l'achat d'une ferme de quinze hectares cinquante pour un prix insensé de 26 millions 600 (bâtiments compris) les jeunes agriculteurs du canton se demandent combien des leurs pourront encore demain exercer le métier qu'ils ont choisi. Nous ne voulons pas être les vaches à lait de la propriété foncière.

Ils trouvent déplorable le souci d'accaparement dont a fait preuve l'acheteur:

-en ignorant délibérément les agriculteurs voisins qui ont besoin de s'agrandir mais pas à ce prix là. (Les deux voisins sont des jeunes exploitants de 23 et 18 hectares)

-en ignorant la tentative de conciliation présentée par le syndicalisme cantonal.

Ils s'étonnent de la position prise lors de l'assemblée générale de la caisse locale de Crédit Agricole de Nozay par certaines personnes se croyant bien placées pour intervenir en sa faveur (certains élus notamment).

-A croire que certains ne voient la profession agricole exercée que par les gens ayant du fric, exultant par le fait même la majorité des jeunes.

Nous reconnaissons qu'une telle attitude s'inscrit parfaitement dans les objectifs gouvernementaux et européens qui tendent à maintenir l'injustice entre les agriculteurs.

Ils se félicitent en outre du rejet prononcé à l'encontre de la demande de prêts par le Conseil d'Administration de la caisse précitée.

En effet, une personne pouvant acquérir de la terre à ce prix là ne doit pas avoir besoin de prêts à taux bonifiés pour le faire.

Nous pensons aussi que certaines catégories professionnelles ont intérêt à maintenir cet état de concurrence entre les agriculteurs. EX: la vente, précitée a rapporté à titre d'honoraires 14 000 francs à l'agent foncier; les frais de notaire et enregistrement venant en plus.

Tout ceci nous inquiète, c'est pourquoi nous vous en faisons part."

Nantes: communiqué des militants de LUTTE OUVRIERE à propos du blocage de leur journal:

"Le mur du silence s'est enfin brisé. Le blocage de Lutte Ouvrière sur l'ordre du Comité International du Livre Parisien CGT (ou plutôt des membres du PCF qui contrôlent ce comité) est devenu une affaire de démocratie pour l'ensemble du mouvement ouvrier.

Rappelons les faits qui sont à l'origine du blocage; faits dont l'Humanité et la Vie Ouvrière ont donné une version mensongère et calomnieuse.

Le 6 juin devant la porte du centre de la Villette, 3 diffuseurs du bulletin Lutte Ouvrière sont attaqués par un nombre d'énergumènes de la CGT et du PCF qui arrachent les tracts et malmenent un diffuseur. Le 9 juin nous protestons par tracts contre cette agression. De nouveau les nervis accoururent, mais devant la présence d'une douzaine de nos sympathisants bien décidés à faire respecter la démocratie ouvrière, ils renoncèrent à la bagarre.

Mais si les démocrates musclés du PCF ont échoué dans leur tentative d'arrêter le bulletin Lutte Ouvrière par la force, ils adoptèrent quelques jours plus tard une autre arme: le sabotage de la distribution de notre hebdomadaire. La CGT a tenté de présenter sa décision comme émanant des travailleurs. Mais personne n'est dupe. La preuve: le boycott du numéro 199 paru le 20 juin est antérieur de trois jours à la motion cégétiste.

Ainsi depuis maintenant plus d'un mois le PCF nous fait le chantage suivant: "Arrêtez vos bulletins d'entreprises et nous assurerons la diffusion de votre hebdomadaire".

mais nous ne céderons pas à ce chantage. Pour nous, les centaines de milliers de travailleurs qui lisent chaque mois notre presse d'entreprise, sont la base essentielle de notre activité. ET nous n'avons nullement l'intention de les abandonner, fût-ce au prix d'une mauvaise diffusion à l'échelle nationale.

Les méthodes de gangster des staliniens qui veulent imposer au sein du mouvement ouvrier une censure qu'aucun travailleur conscient n'est prêt à accepter, ont suscité des protestations unanimes. Les syndicats de journalistes SNJ, CFDT, FO, la Fédération du Livre CFDT, la Confédération CGT-FO, Le Secrétariat du Parti Socialiste, des organisations et des périodiques d'extrême-gauche, des "personnalités de gauche" comme les journalistes CGT de l'Est Républicain: "désapprouvent l'attitude des militants et responsables CGT qui sont à l'origine du blocage (...) et réaffirment leur attachement à la démocratie où une des libertés fondamentales est la liberté d'expression".